

MONGONGO

Bimensuel 7 mars 2010

N°14 300 FC

8 mars, compter avec les femmes



Les hommes doivent, plus que jamais, compter avec les femmes qui ne veulent plus être seulement des épouses soumises cantonnées aux travaux ménagers. Elles luttent sans relâche pour faire reconnaître leurs droits et leurs compétences pour aller vers une société plus équilibrée, plus juste et plus dynamique. C'est ainsi qu'elles se lancent dans des métiers qu'on pensait réservés aux hommes, qu'elles souhaitent participer plus activement à la vie politique et ne plus seulement servir de décor dans les meetings, qu'elles luttent contre la corruption et le harcèlement sexuel. Ces défis ne leur font pas peur, le travail non plus mais le manque d'instruction et les pesanteurs sociales restent des obstacles difficiles à surmonter. Certaines Eglises en profitent pour les détourner de ces objectifs.

Une journée pour mettre les femmes en valeur

Pour Claudine Bela, politologue de formation et activiste des droits humains, la femme conquiert petit à petit ses droits civils et politiques, mais beaucoup reste à faire pour qu'ils soient respectés... et pour sanctionner les violeurs.

JEM : Quel sens donnez-vous à la journée du 8 mars ?

Claudine Bela : c'est une journée qui veut mettre les femmes en valeur et réaffirmer leur rôle non négligeable dans le développement. C'est également le moment de faire l'état des lieux des problèmes et de réfléchir à des pistes de solutions. Enfin, c'est une occasion d'échange entre les femmes de la société civile, des entreprises, de la politique, les paysannes, bref de toutes les couches sociales.

Mais certaines pensent que c'est seulement une journée pour s'habiller, manger et boire, d'autres pour réfléchir sur leur devenir. Il y a celles qui, durant cette fête, pensent qu'elles sont libres et oublient leurs responsabilités. Cela finit toujours par des bagarres entre époux. Il y a enfin celles qui ne

connaissent pas l'importance de cette journée, faute d'une information sérieuse. L'année dernière, des femmes se sont brouillées avec leurs maris les obligeant à tout prix à acheter des pagnes ou sont rentrées tard au foyer.

JEM : quels sont selon vous les points les plus importants pour les femmes ?

C.B. : Les femmes ont les mêmes droits que les hommes. Elles veulent que soient pris en compte trois points importants. La participation, la femme veut participer à la gestion des affaires publiques. Elle doit se retrouver dans toutes les instances décisionnelles de notre pays, de notre province. La protection : la femme a besoin d'être protégée contre toutes les formes des violences et que les auteurs de violences soient sanctionnés. La promotion : il

faut reconnaître les mérites de la femme, elle ne doit pas rester dans la fumée de la cuisine mais être également dans les grandes sociétés.

JEM : êtes-vous satisfaite des acquis ?

C.B. : Nous avons réussi à insérer pour la première fois le concept de parité dans notre constitution en son article 14. La RDC a ratifié la Convention relative à l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard de la femme. Nous nous réjouissons aussi de la présence de quelques femmes dans les organes de prise de décisions. Certains violeurs sont condamnés mais nous déplorons la lenteur des tribunaux pour statuer sur de nombreux autres cas. Il faut agir davantage.

Propos recueillis par Lambert Lambe

A LIRE EN PAGE...

1 Une journée pour mettre les femmes en valeur

2 Des femmes handicapées qui travaillent comme les autres

3 Albertine Uzinga Ung'oy. Le travail et l'honnêteté avant tout

4 Hélène Batanito. Chauffeur de bus

5 Françoise Loemba, menuisière et fière de l'être

6 A trop prier, les femmes risquent le divorce

7 Le 8 mars : les femmes s'affirment

8 Albertine Likoke. En politique : diriger plutôt qu'applaudir

Des femmes handicapées qui travaillent comme les autres

Regroupées en association, les femmes vivant avec un handicap, luttent chaque jour pour vivre et travailler comme tout le monde. Elles ont maintenant un restaurant, un centre de santé et bientôt une salle de conférences. Grâce à ces réalisations, beaucoup ne mendient plus dans les rues.

Sur le boulevard Lumumba, dans l'enceinte du Centre Simama en face de l'hôtel du gouvernement en construction, est construit un restaurant-bar en terre battue et bambous, œuvre de l'association des mamans handicapées pour le développement (AMHAD). Depuis 1998, pour lutter efficacement contre les discriminations dont elles sont victimes et se prendre en charge, elles ont décidé de se regrouper en association. Actuellement, le groupe compte 50 membres qui se réunissent une fois le mois. « Les personnes vivant avec handicap sont des vulnérables », déclare Léon Batiale, chef de division des Affaires sociales. « Mères de familles souvent sans maris et analphabètes, ces femmes attendent tout de leurs familles. Ne sachant quoi faire, nombre d'entre elles vivent de petites activités qui ne leur apportent que de très faibles revenus », explique le secrétaire de AMHAD. Unies, elles font entendre leurs voix. « Nous avons organisé une marche de protestation contre l'occupation d'une partie de la concession du centre Simama par une Eglise de la place et avons eu gain de cause », se rappelle Honorine Otono, coordonnatrice de l'association.

Travailler pour être autonomes

Pour vivre, nombre de ces femmes mendiaient dans les rues de la ville. L'association a décidé d'inciter ses membres à travailler pour gagner leur vie. Plusieurs sont devenus autonomes. Elles sont couturières, fabricantes de pains et de savons, coiffeuses,...

D'une capacité de 20 places, le restaurant d'AMHAD offre riz, haricot, pondu, sauce de mwamba au fufu ou lituma, liboke au chikwan-gé à des prix abordables entre 300 et 1000 fc. Les femmes handicapées aidées par certaines valides s'occupent du service. « Par jour, nous accueillons une vingtaine de

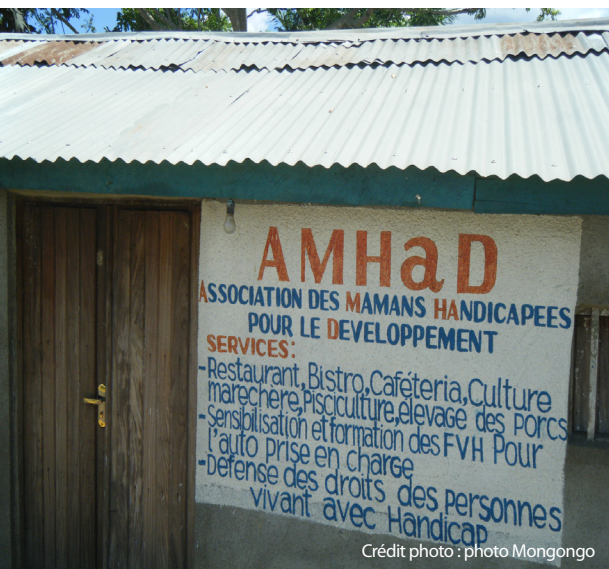
clients », affirme l'une d'elles. Derrière le restaurant-bar, deux étangs piscicoles et quelques plates-bandes de soja, ciboullette (ndembi), et de manioc alimentent parfois directement le restaurant. « Ces femmes ont commencé en tâtonnant mais nous consommons les fruits de leurs efforts », déclare un homme vivant avec un handicap. Elles ont également un centre de santé Ngai mpe moto « Homme comme toi », au quartier Makari dans la commune Makiso, d'une capacité de dix lits avec

Faire reculer les préjugés

« Notre lutte est de bannir les discriminations et les marginalisations dont nous sommes souvent victimes », résume Marie Zahabu, veuve militaire handicapée. « Mon père a divorcé avec ma mère parce que j'étais née handicapée », témoigne Angèle Fatuma, la vingtaine révolue, qui sait lire et écrire grâce à l'association. Pour celle-ci, le travail est le meilleur moyen de lutter contre les préjugés et de s'intégrer. AMHAD informe aussi ces personnes sur les élections, leurs droits - spécifiquement les droits des femmes -, l'implication des femmes dans les instances de décision.

Grâce à des financements extérieurs, AMHAD construit une salle de conférence d'une capacité de 300 personnes et un salon de coiffure. Huit femmes ont bénéficié de tricycles. L'association a cependant du mal à recenser toutes les femmes handicapées et à les prendre en charge. L'analphabétisme et l'abandon de ces femmes par les hommes qui les rendent grosses compliquent davantage leur situation. « L'Etat n'a pas de fonds propres pour les personnes vivant avec handicap. Nous plaçons pour la création d'écoles officielles d'enseignement spécial afin de les rendre utiles dans la famille et dans la société », souligne Angèle Uvon, ministre provincial des Affaires sociales.

Gabriel Famba



En cas de problèmes, vous pouvez contacter :

- Clinique juridique pour les victimes des violences sexuelles Boulevard Mobutu à côté de l'hôtel Kisangani Makiso 0991461123
- Police spéciale de protection de l'enfance et de lutte contre les violences sexuelles avenue des érables N°0 C/ Makiso 0993044266
- AMHAD pour femmes handicapées : Centre Simama en face de l'Hôtel du gouvernement C/Makiso, 0819422529
- Femmes chrétiennes Catholiques pour l'Alphabétisation des mamans, Centre de pastorale avenue Mpolo/ Makiso 0998508438, 0998644336...
- Collectif des femmes : Avenue lac Nyassa n°5 C/Makiso 0993048680, 0998506349
- Parlons SIDA pour accompagnement des PVV Paroisse Christ Roi Mangobo 0996677380
- Femmes : protestantes 993454064, musulmanes : 998680284, Eglise de réveil : 0816054926
- Division de genre femmes et familles au bâtiment de la division de l'agriculture, en face de l'hôtel de chute C/ Makiso 0998615644

Albertine Uzinga Ung'oy

Le travail et l'honnêteté avant tout

Chef de travaux depuis près de vingt ans à l'Unikis, Albertine Uzinga Ung'oy. s'investit dans la lutte contre la corruption et le harcèlement des filles à l'université. Pour elle, seul compte le travail honnête. Des positions et des compétences qui lui valent l'estime de ses collègues.

Ancienne parlementaire de la transition à la Conférence nationale souveraine, Albertine Uzinga mène une lutte acharnée contre les antivaleurs à l'université et encourage les filles à l'excellence. «C'est inutile de progresser sans savoir où

fants, mon mari, même mes collègues, heureusement que tous connaissent ma position sur la corruption», ajoute-t-elle. Certains étudiants trouvent en elle une certaine malignité à décourager les corrupteurs. «Dès la première séance, elle nous a

Elle est la plus ancienne parmi les 10 femmes enseignantes que compte l'Unikis à nos jours. Elles sont trois dans sa faculté. «Elle tient à la dignité de la femme, à l'amour du travail», portraiture, Léontine Sanga, sa collègue chef de Travaux. Le travail bien fait et honnête : c'est sa devise. «Pendant la session, c'est une femme sans complaisance, surtout à l'égard des filles...», reconnaît le Pr Mboyo.



Albertine Uzinga Ung'oy,
Chef de Travaux à l'Unikis

l'on mène sa route» dit-elle. Elle combat ainsi vigoureusement la corruption sous toutes ses formes. Tout particulièrement celles dont sont victimes les filles. «J'ai supervisé le comité de suivi des plaintes des menaces d'échec et de harcèlement dont étaient victimes certaines étudiantes de la part de certains enseignants. Ceci par rapport à notre statut de femme», fait-elle savoir. Rapport déposé aux autorités facultaires. «J'ai réussi à sauver une étudiante à qui un enseignant promettait l'échec», se réjouit-elle.

Pas de complaisance

Pas question non plus de se faire payer pour favoriser certains étudiants. «Il y a 5 ans j'avais reçu deux étudiants qui m'ont proposé des unités. Je leur ai conseillé d'utiliser ces sous pour les frais d'études ou la recherche», reconnaît A. Uzinga. «D'autres passent par mes en-

prévenu de ne pas oser à l'aborder pour recevoir des points gratuitement», confie David Malisi. «Elle ne donne même pas son numéro de téléphone», ajoute un autre. «Elle organise plutôt beaucoup de travaux pratiques et interrogations pour donner la chance à tous», confie Opini Agupio, étudiant en G1 pédagogie.

Elle s'investit aujourd'hui dans un projet de création d'une cellule de publication pour dénoncer la corruption à l'Université ou dans les instituts supérieurs. Selon elle, «dans toutes les manœuvres des enseignants, ce sont plus les filles qui subissent le poids de ces forfaits».

Son travail suscite l'admiration de ses collègues. «C'est une enseignante compétente du point de vue scientifique et enseignement», témoigne le Professeur Mboyo, Vice doyen, chargé de Recherche à la même faculté.

Organiser son temps pour réussir

Licenciée en psychologie, Albertine Uzinga, est enseignante depuis 20 ans. En 1983 à sa sortie de l'Université, elle est retenue assistante. Six ans plus tard, elle est admise comme chef des travaux. Mariée à un Chef des travaux et mère de quatre enfants, cette quadragénaire partage sa vie entre ses tâches ménagères, la faculté, sa fonction de conseillère du ministre provincial de la Santé, genre femme et famille. Elle milite également dans les mouvements associatifs féminins. «Elle a un sens poussé de l'organisation de sorte qu'elle sait consacrer du temps à ses multiples activités», admire Léontine Sanga.

Son savoir-faire est remarquable, dit-on. «C'est une femme sans complexe, réfléchie et calme. Nous l'apprécions plus que même certains chef de travaux hommes» révèle le Professeur Mboyo. Ayant fait partie de premières bénéficiaires de l'émancipation des femmes à l'Université en 1976, étudier fut pour elle une occasion de réaliser un rêve intime : «J'ai vécu dans une société où la ségrégation entre fille et garçon était en vogue. De là, j'ai compris que la scolarisation pouvait me libérer», souligne Albertine Uzinga.

Trésor Boyongo et Nadia Mideso

Hélène Batanito, chauffeur de bus

Unique femme chauffeur de bus de transport en commun de la société City Train, Hélène Batanito estime qu'il n'y a pas de métiers réservés aux hommes.

Journal Ecole Mongongo : Pourquoi avoir choisi ce métier ?

Hélène Batanito : Mon père Angali Abianga est mécanicien de formation. Toute petite, j'admirais son travail. Jamais nous n'avions manqué à manger ou les frais de scolarité. C'est de là que m'est venu le goût de conduire. Je suis l'unique enfant de la famille à suivre la passion de mon père. Personne ne me croyait capable d'y arriver.

J.E.M. : Comment l'avez-vous appris ?

H.B. : J'ai fait quatre ans en mécanique automobile à l'Institut Technique Tchololo où je suis sortie avec un brevet. Nous n'étions que deux filles dans notre option à l'école. Avec mon brevet, je suis allée parfaire ma formation par un stage de trois ans au garage Renault comme chauffeur-mécanicien de 2007 à 2009. Je m'occupais de la réparation des véhicules. J'ai maîtrisé le volant qui m'a permis d'être engagée aujourd'hui à City train.

J.E.M. : Etes-vous à l'aise dans un métier largement dominé par les hommes ?

H.B. : Absolument ! Il n'y a rien à dire lorsqu'on fait bien son travail. Ceci fait que je suis acceptée par tous malgré ma petite taille et ma féminité. J'apprécie les relations que je me suis faites avec certaines

personnalités qui m'encouragent des fois par divers dons. Surtout les médias qui font de moi une célébrité. Avec le chômage qui bat son plein

et la crise économique, je gagne mon pain et scolarise mon fils. Je m'occupe également de mes six frères et sœurs de la famille car notre père avec l'âge ne fait que de petits dépannages des véhicules à la maison.

A côté de ces roses, il y a les épines. Nous recevons des insultes de la part de certains passagers qui cherchent à tout prix à monter alors qu'il n'y a plus de place et les fraudeurs qui nous poussent à des disputes. Je me sens parfois déconcentrée alors que je transporte des vies humaines. Une autre difficulté plus complexe, c'est la non maîtrise du code de la route par les piétons, motards, Tolekistes et chauffeurs. Il y



Hélène Batanito, chauffeur de bus

Credit photo : photo Mongongo

a peu, j'ai tamponné un taximan vélo, heureusement pour moi, ce n'était pas grave.

J.E.M. : Est-ce que d'autres femmes peuvent embrasser ce métier ?

H.B. : Oui. Il suffit d'avoir de la volonté et la capacité de travailler sans complexe pour y arriver. Il n'y a pas des métiers propres aux hommes ou aux femmes. Nous avons la même capacité pour exercer n'importe quel métier. Il n'y a pas d'âge pour apprendre un métier ou faire des études. Tout le monde est utile à la société et avec le concours de chacun on arrivera à développer notre ville et notre pays.

Propos recueillis par Nadia

S'instruire pour s'émanciper

Letshu Antoinette, directrice de la trésorerie de l'Université de Kisangani invite les femmes ménagères analphabètes à reprendre leurs études et à se créer des activités pour devenir autonomes et contribuer aux charges familiales.

Partant du thème de cette année pour la journée du 8 mars « Progrès, Parité et Travail », les femmes au foyer sont invitées à faire des petites activités pour subvenir aux besoins de toute la famille. Il y a trois mois que les fonctionnaires de l'Etat sont impayés. Ce sont les femmes qui doivent se

battre pour nourrir la famille. Tout repose sur leur tête. Tôt le matin, bébé au dos, elles courent les rues, marchés, forêts, à la recherche de moyens de survie. Il est temps que ces femmes puissent avoir aussi accès au micro crédit comme c'est le cas au Sénégal où des femmes tiennent des boulangeries. El-

les se heurtent aussi aux tracasseries des agents percepteurs des différents services étatiques ignorant la nomenclature des taxes à payer. En plus, il y a l'éducation des enfants qui est sacrifiée parce que les mamans sont toujours absentes de la maison.

(suite en page 5)

Françoise Loemba, menuisière et fière de l'être

Françoise Loemba, connue sous le nom de Mukala, est menuisière à Mangobo. Cette femme âgée de 32 ans, à l'allure virile et à la voix imposante, a su s'intégrer et s'imposer dans un métier largement dominé par les hommes. Elle rêve de créer un grand atelier de menuiserie.

Journal Ecole Mongongo : Qu'est ce qui vous a motivé à choisir le métier de menuisière ?

Françoise Loemba : Le décès de mon père alors que je n'étais qu'en quatrième des humanités commerciales à l'institut de la Makiso, a considérablement bouleversé ma vie. J'ai commencé par la coupe et couture juste à coté d'un atelier de menuiserie. Après la démolition de cet atelier de couture, j'ai décidé de me reconvertir en menuisière pour subvenir aux besoins de ma famille, en tant qu'aînée. J'ai commencé par acheter des morceaux de grumes au marché Djubudjubu, les scier et les revendre. Ca n'a pas été facile au début. Depuis 99, j'ai appris à

face aux hommes qui m'entourent, il existe plutôt entre nous une complicité et un respect mutuel.

J.E.M. : Que gagnez-vous dans ce métier ?

F.L. : Pas grand-chose, uniquement de quoi manger et assurer mes besoins en tant que femme. En l'absence de fonds pour fabriquer de gros meubles je me contente des tablettes et autres dont le coût de production n'excède pas 30 \$. Mes récompenses sont plus psychologiques : les relations tissées avec certaines personnalités qui m'amènent chez eux réfectionner les portes, fenêtres, lits. Je paie des fois les frais scolaires des enfants de mes soeurs. Dans l'avenir, je rêve de créer un atelier personnel où je formerai à la fois des garçons et des filles. J'ai aussi l'ambition de créer un atelier de couture équipé afin d'aider mes petites soeurs désœuvrées.

J.E.M. : Quelles sont les difficultés que vous rencontrez ?

F.L. : Je n'ai pas encore connu d'accident dans ce métier. Mes difficultés sont souvent les nuits blanches passées à la machine pour scier les grumes. Et aussi les coupures intempestives d'électricité et les travaux qui continuent à se faire manuellement par manque des machines électriques. Ce qui m'affecte dans mon fort intérieur, ce sont les attaques de certaines épouses de mes clients qui me prennent pour une rivale.

J.E.M. : D'autres femmes peuvent-elles embrasser cette profession ?

F.L. : Bien sûr ! Il y en a une qui a déjà osé. Elle s'est installée à côté du bureau communal de Mangobo mais jusque là, elle fabrique et installe uniquement des portes. Je pense qu'avec la détermination, elle y arrivera. Il n'y a aucun métier propre aux hommes. La preuve en est qu'aujourd'hui, j'ai réussi à m'imposer par mon savoir faire. Et je suis actuellement capitaine de l'équipe de football féminin Kitumaini. Pourtant il y a quelques années, le football était réservé propre aux hommes dans cette ville.

Propos recueillis par Nadia Mideso



Françoise Loemba, menuisière

Credit photo : photo Mongongo

fabriquer toutes sortes de meubles pour maisons et bureaux et placer le plafond. Ce qui me reste à apprendre, c'est fixer une charpente ce que je trouve risqué.

J.E.M. : Comment vous sentez-vous au milieu des hommes ?

F.L. : Je suis bien dans ma peau et fière d'avoir réussie. Depuis ma jeune enfance, je suis habituée à vivre à côté des garçons avec qui je joue au foot jusqu'à ce jour. Je travaille rarement avec les femmes. Je n'ai aucun complexe

(suite de la page 4)

L'éducation pour être indépendante

Pour que les femmes s'épanouissent comme leurs homologues hommes dans les bureaux, il est temps qu'on s'occupe d'abord de leur instruction qui est l'une des raisons de sa discrimination.

Que les femmes qui n'ont pas eu l'occasion d'aller à l'école ou qui l'ont quittée à cause du mariage reprennent les études.

La communauté doit s'investir dans l'éducation des jeunes filles et offrir les mêmes opportunités aux filles qu'aux garçons. L'Etat aussi doit assumer ses responsabilités en payant régulièrement ses agents et enseignants.

Depuis deux ans Femme Chrétienne Catholique organise des formations à travers les Eglises à l'intention des femmes qui ne savent ni lire ni

écrire. Cette formation vise à former les femmes qui, à leur tour, encadrent d'autres femmes dans les quartiers. Grâce à cette initiative, nous croyons que les femmes ménagères de Kisangani seront en mesure de voter les personnes de leurs choix au lieu qu'on le fasse à leur place comme c'était le cas en 2006.

Hortense Basea

A trop prier, les femmes risquent le divorce

De nombreuses femmes, envoûtées par les pasteurs, passent plus de temps à prier qu'à travailler ou s'occuper de leur foyer. Les divorces se multiplient.

Tôt le matin, à midi, le soir et la nuit pour des cultes, prières, veillées, les femmes abandonnent leurs foyers et remplissent les églises surtout celles dites «de réveil». Elles y passent des journées et des nuits entières. D'autres vont faire des travaux ménagers chez leurs pasteurs sans les avoir fait chez elles. «Tôt le matin, mon épouse m'abandonne avec les enfants et part prier. C'est difficile à gérer mais j'évite de divorcer», témoigne visiblement déçu Mathieu B. menuisier.

Ces femmes en oublient leur travail et l'entretien de leurs maisons. «La pauvreté et le chômage poussent les gens à la recherche des solutions immédiates et faciles», explique Monseigneur Jacques Bolombe de l'Eglise Catholique. «Elles se sentent incapables de résoudre leurs problèmes et pensent s'en remettre à Dieu qui, selon les enseignements reçus, est capable de donner des solutions miracles», analyse le psychologue et chef de travaux, Mikombe.

Le mariage, la survie, la procréation, le travail, le succès dans les affaires, les liens maléfiques... sont autant de raisons qui poussent ces femmes dans les églises. «Grâce aux prières avec notre pasteur, depuis deux ans j'ai un enfant après cinq ans d'injures et de stigmatisation de la part de ma belle famille», déclare une femme à l'Eglise Combat spirituel. «Je suis là pour que mon mari trouve du travail», déclare une autre. Mais cette absence de la femme au foyer fragilise la vie du couple et porte préjudice à l'éducation des enfants. «La prière est devenue un commerce de la naïveté de l'esprit humain», ajoute Mikombe.

Le pasteur plutôt que le mari

Dans de nombreux couples, les femmes respectent plus leurs pasteurs que les époux. Elles leur ont donné des surnoms comme «papa». En janvier dernier, au quartier Motumbe, un pasteur reprocha à une de ses fidèles de servir de l'eau à son mari dans un gobelet alors que lui est servi dans un verre, témoigne un voisin. Certains époux se plaignent. «Souvent après

le culte, les femmes traînent dans des causeries et d'autres improvisent des visites», reconnaît Véronique Kikunga, présidente de femmes des Eglises de réveil.

Les mésententes minent alors les couples jusqu'aux divorces parfois. «Dans le service d'accompagnement des couples mariés, nous enregistrons de plus en plus des divorces à cause de la présence prolongée et régulière des femmes sur les lieux de prière plutôt qu'à la maison», constate Monseigneur Jacques Bolombe, aumônier de charismatiques catholiques.

«Il y a deux ans, un frère musulman avait l'habitude de surgir dans l'Eglise avec des menaces : «Pasteur libère ma femme !». «La femme continue à prier avec nous mais ce couple connaît de l'instabilité», témoigne pasteur Bushiri Gérard de l'Eglise Christ et compagnon qui suit plus de 20 foyers de son Eglise pour des cas similaires. «Certaines femmes exagèrent, pire pour celles qui ne partagent pas la même confession religieuse avec leur mari. On assiste à des cas d'infidélité qui conduisent aux divorces», souligne Jacqueline Angeli, porte parole du collectif des femmes.

Organiser son temps

Les rencontres organisées par ces mêmes Eglises pour apprendre aux femmes comment vivre dans leurs foyers sont loin de porter des fruits. Les sensibilisations contrastent avec les programmes chargés des prières. «C'est une erreur d'occuper ces femmes de cette façon, de transformer la religion en opium du peuple pour les endormir. C'est injuste et un manque de charité vis-à-vis d'elles car beaucoup manquent de discernement à cause du bas niveau d'instruction» souligne Monseigneur Jacques Bolombe. «En ce mois de mars, nous allons organiser des séminaires pour que les mamans dissociant le temps de prière de celui de ménagère qui est prioritaire», affirme Véronique Kikunga. «La femme doit savoir ordonner son temps pour Dieu et assumer les responsabilités de son foyer», ajoute Jacqueline.

Lyly Bendea

ACTUALITÉS

Unikis

C'est une première, deux femmes ont été nommées au nouveau comité de gestion de l'Université de Kisangani le 17 février 2010 par le ministre du gouvernement central de l'enseignement supérieur et universitaire Mashako Mamba. Il s'agit de Sophie Ndeke nommée secrétaire générale administrative et de Marthe Fikilini administratrice du budget. La cérémonie de prise de fonction a eu lieu le 27 février à l'amphithéâtre de

l'Université de Kisangani.

La nouvelle équipe est dirigée par le professeur Faustin Toengao Lokundo qui remplace le professeur Nestor Ngbondi Dauli en poste depuis cinq ans. Le poste de secrétaire général académique a échu au professeur Jean Prospère Sengi. Le gouverneur de province présent à cette cérémonie a loué les efforts du comité sortant pour le climat d'entente et l'ouverture de l'Université au reste du monde. L'autorité provinciale a remis

une enveloppe de 5000 \$ en faveur des étudiants sinistrés par l'incendie survenu en novembre 2009 dans le home Boyoma II. Il a promis de doter progressivement chaque faculté d'une photocopieuse industrielle. Le nouveau recteur de l'Unikis promet la bonne gouvernance dans la transparence, le dialogue comme mode de gestion et la lutte contre la culture de la loi de moindre effort pour le rayonnement de cette institution. .

(suite en page 7)

Le 8 mars, les femmes s'affirment

Le 8 mars de chaque année, les femmes de la ville comme celles de l'arrière province manifestent. Pourquoi le font-elles ? Qu'ont changé ces journées annuelles ? Témoignages.

Jeannette Atadra, coordonnatrice de l'Alliance Franco Congolaise (AFRACO) : «le combat doit être permanent».

Le 8 mars marque la rupture avec tous les forfaits à l'égard des femmes : marginalisation, discrimination, humiliation de la part de son partenaire homme à travers les coutumes, les pesanteurs culturelles, et certaines lois. Les femmes qui étaient destinées seulement à la cuisine, aux travaux champêtres et

à la procréation doivent prendre une part active à la marche de sa société à tous les niveaux. Les Nations Unies ont tranché et ont compris les qualités dont regorgent les femmes qui ont désormais



Jeannette Atadra, coordonnatrice de l'Afraco

C crédit photo : photo Mongongo

les mêmes droits que les hommes en occupant des postes de responsabilités selon leurs compétences. Néanmoins, on continue à nous étouffer. . Nous suggérons que l'Etat à travers le ministère du Genre, famille et enfants mène des actions concrètes (rencontres, campagnes, conférences débats,...) à travers les églises, quartiers et les campagnes pour sortir d'autres femmes de la naïveté. Pas simplement distribuer les pagnes, faire les défilés... Une fois mars passé, on oublie tout. Le combat doit être permanent et quotidien.

Jeannine Baelongandi, couturière sur l'avenue sergent Ketele/Makiso : «plus questions de discrimination»

Cette journée est dédiée à la femme pour reconnaître sa contribution dans la société. Ma fille et mon garçon bénéficient désormais des mêmes traitements à la maison. Plus question de discrimination, bien que cela se fasse encore sentir dans

la société. Mais je déplore la non application de la gratuité de l'enseignement primaire. Cela aiderait nos jeunes filles à étudier davantage. Dans certaines familles, ce sont les enfants eux-mêmes qui se prennent en charge en exerçant diverses activités, ce qui est difficile pour une fille. Celles qui osent deviennent des filles-mères ou finissent dans les mariages précoces. En mémoire de cette journée, que la femme ou surtout la jeune fille cesse de se tromper en disant que : «Mwasi nde nzoto, la femme, c'est le physique pas le mental, en lingala», une conception qui pousse les filles à la débauche.

Lisungi Charlotte, cultivatrice au PK 8 route Opala : «Il y a tout de même des avancées»

Je retiens ce qu'on nous a dit en 2006 en mémoire de cette journée que «désormais la femme sans distinction doit être aussi comme l'homme, sans complexe mais elle doit s'épanouir». Autrefois, lorsqu'un problème surgissait, on ne comptait pas sur l'apport de la femme pour le résoudre. Il y a tout de même des avancées. Dans notre collectivité -secteur Lubuya Bera, nous avons une femme juge Makutano à Isangi en amont du fleuve Congo, c'est une fierté pour nous.



Charlotte Lisungi, cultivatrice

C crédit photo : photo Mongongo

Toutefois, depuis 2006 on ne nous invite plus dans les manifestations commémoratives du 8 mars. Que les habits de fête ne soient pas seulement le privilège des femmes urbaines, qu'on songe à nous. Que nos autorités songent à créer ici en campagne des centres d'alphabétisations pour sortir de l'ignorance.

Propos recueillis par Daniel Lokulu

(suite actualités)

Assemblée provinciale

24 février la motion de défiance au Gouverneur initiée par l'honorable Heri Baraka de l'opposition parlementaire a été rejetée à l'Assemblée provinciale par 58 voix contre, 26 pour, 5 abstention et un bulletin nul.

Auparavant le 8 février, le groupe parlementaire de réflexion pour le développement de la Province orientale a demandé la démission du bureau de l'Assemblée provinciale.

Sécurité

Depuis le 16 février, 600 éléments de la police nationale congolaise dont 9 femmes, sont en formation au camp Kapala. Ces femmes qui se donnent pour le maintien et de rétablissement de l'ordre, viennent toutes de districts de haut et bas uélé. La formation qui porte sur le maintien et le rétablissement de l'ordre public, est financée par la coopération japonaise pour une durée de 31 jours.

Adieu papa Léon

28 mars le journaliste de Radio Okapi, Léon Jacques Mwamba, a été enterré avec les hommages des politiques, des sportifs et des médias. Cet homme fût journaliste, conseiller de l'association de journalistes sportifs de la province orientale, arbitre, directeur d'école... Il est décédé à Kinshasa le 16 mars des suites d'une maladie. Le journal Mongongo présente ses condoléances à tous ses proches : ses confrères de l'information et sa famille

Albertine Likoke

En politique : diriger plutôt qu'applaudir

Albertine Likoke, chargée des femmes et enfants au sein du Groupe Lotus, Ong des droits humains invite les femmes à jouer un rôle de premier plan en politique au lieu d'applaudir les hommes. Le regard de la société sur les politiciennes doit changer.

JEM : Y a-t-il des femmes dans le gouvernement provincial et à l'Assemblée dans notre province et ville ?

Albertine likoke : Nous avons deux femmes parmi les dix ministres que compte notre gouvernement provincial. A l'Assemblée provinciale, il n'y a que 8 femmes sur 96 députés. Elles sont toutes élues des districts dont quatre de Haut Uélé, deux de l'Ituri et deux autres du



Albertine Likoke

Bas Uélé. La ville de Kisan-gani n'a pas de femme députée au niveau provincial et national. De vingt candidates au niveau national aucune n'a gagné. Seuls les territoires de Basoko et de Bafwasende ont chacun une femme députée nationale.

JEM : Comment analysez vous la place qu'occupe la femme ?

A.L : Le tableau est mitigé. L'infériorité numérique est une faiblesse pour les femmes lorsqu'elles doivent émettre leurs avis dans les organes de décision politique. Dans les directoires des Partis politiques, il y a très peu voire pas de femmes. Elles répondent toujours les premières et en masse quand il s'agit d'accueillir, chanter et acclamer les autorités. A cause de la pauvreté, elles cherchent le jeton de présence de 200 fc, les pagnes ou t-shirt. Rares sont celles qui connaissent les idéologies de ces partis. Elles préfèrent être les hôtes, protocoles, trésoriers, caissières, secrétaires ou conseillères. Elles n'ambitionnent que rarement la présidence ou autre organe de décision de la structure.

JEM : Quels sont les obstacles à une participation plus active ?

A.L : Ils sont de divers ordres. Les pesanteurs culturelles et sociologiques empêchent la femme de diriger les hommes. La coutume influe négativement aussi : des préjugés et dictons tels « mwasi atongaka mboka te », les appréhensions négatives des belles familles, des voisins... sont encore tenaces. Il ne faut pas oublier le faible niveau d'instruction qui caractérise de nombreuses femmes. Lors des élections passées, la femme n'a pas su vendre son image à temps, à cause l'impréparation, de l'opportunisme et du manque de financement.

JEM : Le combat est-il facile ?

A.L : Notre lutte n'est pas du tout facile vis-à-vis des appétits politiques de nos partenaires hommes, Au dernier remaniement du gouvernement provincial, le deuxième portefeuille qu'occupe la femme a été arraché grâce à la pression faite par les femmes de la société civile en coalition avec celles des partis politiques. On ne baisse pas les bras. L'année dernière nous avons organisé une formation sur la décentralisation. Un autre était centré sur la révision du fichier électoral toujours à l'intention des femmes.

JEM : Que comptez vous faire pour gagner les élections futures ?

A.L : Pour les élections municipales et locales qui pointent à l'horizon, nous devons continuer à renforcer la capacité des femmes qui doivent améliorer leur image au sein des partis politiques en participant à la prise de décision et non placer les pagnes au sol pour les hommes. Il faut dès à présent travailler et préparer les candidates. Nous devons convaincre les hommes du bien fondé de les élire.

En cette occasion de 8 mars, la femme doit accepter sa consœur qui fait la politique au lieu de la critiquer. Ce n'est pas normal qu'il n'y ait aucune femme gouverneur ni vice-gouverneur dans toutes les provinces du pays. Ce 8 mars, les femmes doivent prendre conscience qu'elles sont capables de diriger aussi les hommes.

Propos recueillis par Lyly Bendea

Mongongo Journal école

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, en face de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli
Tél : 243(0)81 200 63 99
Mail : ernestmukuli2@yahoo.fr

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Hortense Basea, Lambert Lambe, Nadia Midesso, Gabriel Famba, Lyly Bendea, Daniel Lokulu (étudiants en Sciences de l'information et de la communication/Unikis)

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge
Tél : 243(0)85 338 93 25

Supervision et formation

Syfia international
Tél : 33 (0)4 67 52 79 34
Mail : contact@syfia.info

Impression : Bureautique Mwenyemali

Dessin : Papy Bienga

Abonnement annuel (24 numéros) 10 \$.
Abonnement de soutien 50 \$ minimum.

Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café BATAM de l'Unikis, Gradi-Jeunes, Paroisse Christ Roi Mangobo, la Poste et Terrasse Transit en face de la banque la Cruche

Prochain numéro le 22 mars 2010

Avec le soutien du projet franco-britannique Médias pour la Démocratie et la Transparence en RDC